

# COMMUNE DE VALEYRES-SOUS-RANCES

## REGLEMENT

concernant

les émoluments administratifs et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions

Le Conseil général

VU

- la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC);
- la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom);
- l'article 47 chiffre 6 de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC);
- le règlement du 19 septembre 1986 d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC)

EDICTE :

### I DISPOSITIONS GENERALES

*Objet*

Article 1er - Le présent règlement a pour objet la perception des émoluments administratifs et des contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions.

Il détermine le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal des émoluments et des contributions.

*Cercle des assujettis*

Art. 2 - Les émoluments et les contributions sont dus par celui qui requiert une ou plusieurs prestations communales désignées à l'article 3 ou qui est dispensé d'une des obligations mentionnées à l'article 6.

### II EMOLUMENTS ADMINISTRATIFS

*Prestations soumises à émoluments*

Art. 3 - Sont soumis à émoluments :

- a) L'examen préalable et définitif d'un plan de quartier établi à l'initiative des propriétaires (art. 67, al. 2 LATC)
- b) la demande préalable, la demande de permis d'implantation et la demande définitive d'un projet de construction

Le terme construction désigne les travaux de construction, démolition, reconstruction, transformation, agrandissement, réfection et exploitation de matériaux ainsi que tous les autres travaux soumis à l'obligation du permis.

Sont également soumis à émolument le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'habiter ou d'utiliser.

*Mode de calcul* Art. 4 - L'émolument se compose d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle. La taxe fixe de **fr. 50.-** est destinée à couvrir les frais de constitution et de liquidation du dossier.

La taxe proportionnelle se calcule sur la base d'un tarif horaire de **fr. 100.-** pour le travail administratif et de secrétariat ainsi que pour le travail de la commission municipale, quel que soit le nombre de commissaires.

Ces taxes ne comprennent pas les frais d'intervenants externes à la commune (architectes, ingénieurs, avocats, etc....) qui pourraient être mandatés par la Municipalité pour des dossiers présentant des difficultés particulières. Le tarif horaire de la branche concernée est applicable.

*Montant maximal* Art. 5 - L'émolument ne peut dépasser le montant de fr. 10'000.-

### **III CONTRIBUTIONS DE REMPLACEMENT**

*Place de stationnement* Art. 6 - Une contribution de remplacement est due en cas de dispense de l'obligation d'aménager des places de stationnement (réf. Art. 47 al 2 chiffre 6 LATC)

*Mode de calcul et montants* Art. 7 - La contribution de remplacement prévue à l'article 6 est calculée par rapport au nombre de places de stationnement.

La contribution par place de stationnement est de fr. 10'000.-.

### **IV DISPOSITIONS COMMUNES**

*Exigibilité* Art. 8 - Le montant des émoluments et des contributions est exigible dès l'approbation du plan de quartier ou dès la délivrance du permis.

Pour la demande préalable, l'émolument administratif est exigible au plus tard six mois après l'envoi du rapport d'examen si la demande définitive n'est pas déposée dans ce même délai.

A l'échéance fixée, toute contribution non payée porte intérêt au taux pratiqué pour les hypothèques de premier rang, augmenté d'une pénalité de retard de 2%.

*Voies de droit* Art. 9 - Les recours concernant l'assujettissement aux émoluments et aux contributions prévus dans le présent règlement ou le montant des taxes sont adressés par écrit et motivés à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les trente jours dès notification du bordereau. L'autorité concernée transmet le dossier à la Commission communale de recours pour traitement.

Le prononcé de la Commission communale de recours peut être porté en seconde instance devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans les trente jours à compter de la notification de la décision attaquée, par acte écrit. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours.

## V DISPOSITIONS FINALES

*Abrogation*

Art. 10 - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent règlement.

*Entrée en vigueur*

Art. 11 - Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le département compétent.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 22 mai 2012

La syndique :



C. Tallichet Blanc



La secrétaire :



F. Turin

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 20 juin 2012

Le Président :

R. Berthoud



La secrétaire :



S. Troyon

Approuvé par le Département compétent :

**13 AOUT 2012**

La Cheffe du département :

CERTIFIÉ CONFORME  
Service du développement territorial

